

Le Mémo :

Le mémo est un outil conçu pour informer les organismes communautaires en santé et services sociaux des événements à venir et les alimenter de divers matériel de réflexion en lien avec les dossiers de la Table. Le mémo n'a pas la prétention de présenter des textes d'analyse et d'opinion.

La reproduction et la diffusion du mémo de la Table sont fortement encouragées.

L'équipe de la Table :

Mercédeez Roberge
Coordonnatrice
coordination@trpocb.org

Kim De Baene
Responsable des communications et
des liaisons avec les membres
info@trpocb.org

1, rue Sherbrooke est
Montréal, Québec H2X 3V8
Téléphone : 514-844-1309
Télécopieur : 514-844-2498

Pour consulter les derniers mémos de la Table et vous tenir informé de l'actualité :
www.trpocb.org

La Table :

La Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles est formée de 39 regroupements nationaux actifs à la grandeur du Québec. Ceux-ci représentent différents secteurs et différentes problématiques liées à la santé.

À travers ses membres, la Table rejoint plus de 3 000 groupes communautaires de base de toutes les régions du Québec et de tous les secteurs.

Sommaire

- Des nouvelles de la campagne
- Budget / Insatisfaits, les organismes communautaires continuent la mobilisation
- Rapport sur les homicides intrafamiliaux
- À quand des ressources de supervision de droits d'accès ?
- Pour une ouverture des discussions concernant les aides à la mobilité motorisées
- Résultats de l'enquête Bilan-Faim Québec 2012
- Des organisations préoccupées par la santé mentale... des députés-es
- Journée internationale des hommes du 19 novembre
- Une campagne où les personnes vivant avec le VIH prennent l'affiche !
- Campagne de mobilisation des Organismes Communautaires Famille (OCF)
- La campagne d'éducation de Rona Ambrose est toujours en cours !
- T'es important pour nous. Le suicide n'est pas une option.
- RAJE Citoyenne remporte le prix Jean-Pierre Bélanger 2012
- Nouveau site Internet pour le Regroupement des popotes roulantes
- Le RNR à la recherche de témoignages !
- Projet de loi 12 / Des modifications devront être apportées
- Joyeuses Fêtes !

DES NOUVELLES DE LA CAMPAGNE

« Je tiens à ma communauté, je soutiens le communautaire »

D'abord, il importe de féliciter toutes les organisations, locales, régionales et nationales, qui ont mis la main à la pâte depuis le lancement de la campagne, en particulier dans le cadre de la Semaine d'actions régionales et thématiques (du 12 au 23 novembre).

Lors de cette semaine d'actions, il y a eu des rassemblements devant les agences de la santé et de services sociaux ainsi que devant les bureaux de ministres, de députées et de députés ainsi que des lettres à leur attention pour qu'ils interviennent en notre faveur en prévision du budget québécois; des sorties publiques pour sensibiliser la population à l'importance de nos actions; des communiqués de presse; des actions éclairs; des signatures de pétition; etc.

Pétition

La pétition et les informations par circonscription (date limite, adresse de retour, personne à contacter) sont disponibles sur le site Internet jesoutienslecommunautaire.org. Nous aurons bientôt des informations sur le nombre de signatures recueillies jusqu'à présent. La pétition circule actuellement dans presque toutes les circonscriptions électorales. Certaines circonscriptions recueillent les signatures jusqu'en février 2013, d'autres ont terminé cette première étape (Saguenay-Lac-Saint-Jean et Nord-du-Québec). Des rencontres se tiennent aussi avec les députées et députés pour leurs demander s'ils déposeront le document au moment opportun.



D'ici là ... outillons-nous!

Nous ne sommes pas prêts pour le 23 janvier 2013, mais la nécessité de réaliser un rassemblement d'envergure nationale demeure. Nous ne pouvons parler de date, mais tout rassemblement national devra être adapté à la conjoncture et aux ressources que nous aurons mises en commun. Pour cela, il faut se donner les moyens de réussir la campagne dans son ensemble.

Pour ce faire, nous avons besoin :

- d'un Fonds national de mobilisation permettant de réaliser la campagne. vous êtes invités à contribuer ! Les chèques doivent être faits à l'ordre de : CTROC (veuillez indiquer au bas du chèque « Campagne nationale CTROC-Table ») et parvenir à : 39, rue St-Jacques, Saint-Jean-sur-Richelieu, bureau 206, Qc, J3B 2J6.
- de constituer les comités. Si vous voulez vous impliquer, contactez votre TROC ou votre regroupement national pour en savoir plus !

Nous souhaitons nous doter des moyens nécessaires à la réussite des prochaines actions de la campagne Je tiens à ma communauté > je soutiens le communautaire.

Le budget comme l'étude des crédits pour 2013-2014 sont décevants pour nous toutes et tous. En effet, on apprend dans l'étude des crédits que les organismes communautaires locaux et régionaux ne recevront que 10,5M\$ de plus qu'en 2012-2013 (montant incluant PSOC et autres formes de financement). Il s'agit d'une augmentation d'à peine 2,3%, ce qui ne permet même pas d'assumer l'augmentation du coût de la vie ! Quant aux organisations nationales, comme toujours, les documents des crédits ne donnent pas d'information quand au budget prévu à leur intention. Cette nouvelle démontre l'importance d'aller de l'avant avec nos revendications; il faut se retrousser les manches !

Suivez la campagne sur [Facebook](#) et sur le site Internet jesoutienslecommunautaire.org !

Rencontres avec le ministre de la Santé et des Services sociaux et des membres de son cabinet

Le 15 novembre, une délégation du COCO a rencontré à Québec mesdames Monique Richard, cheffe adjointe du Cabinet du ministre de la Santé et des Services sociaux et Claudie Morin, attachée politique. Un document a été déposé pour présenter les revendications de la campagne. Nos revendications ont été bien accueillies, mais à cinq jours du dépôt du budget, c'est surtout la demande d'un véritable programme national dédié au financement de la mission des organismes communautaires qui a retenu l'attention. Elles ont alors indiqué qu'une rencontre pourrait avoir lieu en décembre avec le ministre.

La réponse officielle est arrivée: en janvier 2013, le COCO rencontrera madame Véronique Hivon, ministre déléguée aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse de retour en poste depuis quelques jours.

Rassemblement national

Au niveau conjoncturel, le changement du calendrier de l'Assemblée nationale et le dépôt hâtif du budget ont demandé, et demanderont encore, plusieurs ajustements au plan d'action tel que nous l'imaginions il y a deux mois. C'est le cas de la journée d'action nationale qui ne sera pas réalisée le 23 janvier 2013. Une action nationale sera bien entendu nécessaire.

BUDGET MARCEAU Insatisfaits, les organismes communautaires continuent la mobilisation

Les 3000 organismes communautaires autonomes en santé services sociaux sont insatisfaits de l'absence d'un rehaussement de leur financement dans le budget Marceau. Ils sont déçus que le gouvernement du Parti québécois n'ait pas profité de l'occasion pour concrétiser son engagement électoral de leur assurer un financement stable et récurrent.

Souffrant d'un sous-financement chronique évalué à 225 millions \$ annuellement, de nombreux groupes communautaires se retrouvent aujourd'hui en grandes difficultés financières. Ils demandent au gouvernement de combler rapidement ce manque à gagner et de négocier avec leurs représentants la mise en place d'un véritable programme national de soutien financier de leur mission. La campagne de mobilisation « Je tiens à ma communauté, Je soutiens le communautaire », entamée le 11 octobre dernier, continuera à la suite du dépôt du premier budget Marceau. ++

Plusieurs organisations membres et alliées de la Table (liste non exhaustive) ont diffusé un communiqué de presse suite au dépôt du budget Marceau. À lire :

[Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics](#). La Coalition dénonce que le Parti Québécois maintient deux des trois mesures de tarification régressives les plus injustes annoncées par le Parti Libéral, mais il maintient le quasi statu quo en matière de fiscalité.

[Coalition solidarité santé](#). En comprimant les dépenses en-dessous des coûts de système, en maintenant l'objectif prévu du déficit zéro et en conservant la taxe santé, même modulée, la Coalition estime que le budget Marceau poursuit l'orientation de l'ancien ministre Bachand.

[Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec](#). La Fédération déplore que le nouveau gouvernement du Québec n'ait pas profité de son premier budget pour mettre fin au détournement des pensions alimentaires pour enfants.

[Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec et la Fédération québécoise des organismes communautaires famille](#). Les fédérations déplorent que le nouveau gouvernement du Québec n'ait pas profité de son premier budget pour mettre fin au sous-financement des organismes communautaires Famille.

[Institut de recherche et d'informations socio-économiques](#). Billet présentant les coupures auxquelles se livre le gouvernement pour atteindre son objectif budgétaire.

[Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec](#). La FIQ applaudit les principales orientations mises en œuvre par le gouvernement en matière de santé (promotion et prévention, amélioration de l'accès à la première ligne et aux médecins de famille, décentralisation des soins hospitaliers, soins et services aux personnes âgées).

[Front d'action populaire en réaménagement urbain](#). Le FRAPRU considère que le gouvernement péquiste ne respecte qu'en partie son engagement de la dernière campagne électorale, en annonçant 3 000 logements sociaux additionnels. Le Parti québécois s'était en effet engagé à financer « au moins 3000 logements sociaux par année », en laissant entrevoir la possibilité d'annoncer un financement pluriannuel.

[L'R des centres de femmes](#). Au lendemain du budget, devant l'Assemblée nationale, des femmes de toutes les régions du Québec exprimaient leur indignation et leur colère à Monsieur Marceau qui a produit un budget qui trahi les femmes, les pauvres et la classe moyenne.

[Union des consommateurs](#). Malgré les bonnes intentions du gouvernement, le portefeuille des contribuables ne sera pas épargné. Les 40 % de contribuables considérés comme n'ayant pas de revenus suffisants pour payer des impôts auront tout de même à payer l'augmentation du prix de l'électricité et une bonne partie d'entre eux paieront aussi la taxe santé.

RAPPORT SUR LES HOMICIDES INTRAFAMILIAUX

Plusieurs membres ont réagi au rapport sur les homicides intrafamiliaux rendu public le 22 novembre dernier par le ministre Hébert. Voici un bref résumé de leurs réactions.

Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

Le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale craint que les recommandations du Comité d'experts sur les homicides intrafamiliaux aient une portée limitée quant à la prévention de ces homicides. « Bien que certaines recommandations soient des plus pertinentes, la supervision des droits d'accès notamment, le rapport se concentre sur les actions du réseau de la santé et des services sociaux, laissant ainsi sur le bord de la route des acteurs névralgiques pour la prévention des homicides » souligne Nathalie Villeneuve, présidente du Regroupement. En effet, si le comité note au passage que la prévention des homicides intrafamiliaux nécessite concertation et interventions intersectorielles, que l'intervention de tous les partenaires est nécessaire, ses recommandations ne visent quasi uniquement que les intervenants psychosociaux et médicaux. ++

Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec

La Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec a pris connaissance du rapport et confirme qu'il existe un lien de corrélation passablement élevé entre le taux d'homicides intrafamiliaux et la rupture. « Les organismes membres de la FAFMRQ font un important travail de prévention en accompagnant, au quotidien, des familles qui vivent cette transition parfois difficile. Malheureusement, les ressources de ce type se retrouvent en quantité insuffisante sur le terrain et, lorsqu'elles existent, sont trop souvent mal financées » affirme Sylvie Lévesque, directrice de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec. Pourtant, si on en croit le comité d'experts, c'est en amont des problèmes qu'il faut d'abord intervenir ! ++

[Pour lire le Rapport du comité d'experts sur les homicides intrafamiliaux remis au ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable des aînés](#)

Fédération des familles et amis de la personne atteinte de maladie mentale

La fédération se voit déçue de ne pas retrouver dans le rapport de nouvelles façons de faire pour soutenir les familles qui sont contraintes de vivre auprès d'un proche qui devient agressif en lien avec son état psychotique. Le rapport apparaît sans saveur, sans couleur et sans odeur puisque l'ensemble des recommandations demeurent dans les sentiers battus en parfait arrimage avec les orientations ministérielles. Rien de novateur, rien qui permette de croire que les parricides seront moins nombreux grâce aux recommandations portées par le Comité. Du point de vue de la Fédération, plusieurs faits inscrits dans le rapport auraient dû commander des recommandations particulières. ++

L'association À cœur d'homme

L'association appuie l'annonce de la hausse du financement répartis entre les organismes venant en aide aux hommes ayant des comportements violents et ceux venant en aide aux hommes en difficultés. Le Rapport nous rappelle que les homicides conjugaux ne sont pas des événements totalement imprévisibles. Les organismes cités ci-haut peuvent jouer un rôle clé en matière de prévention. Or, les organismes du réseau à cœur d'homme n'arrivent annuellement à aider qu'environ 10% des hommes aux prises avec la problématique de la violence conjugale. Des ressources additionnelles sont donc essentielles afin de consolider et travailler à l'amélioration de l'accessibilité aux ressources d'aide. ++

L'Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale

Après une présentation du portrait de la situation actuelle, le rapport fait état des services du réseau de la santé et des services sociaux. Au chapitre de l'intervention en contexte de violence conjugale, bien qu'une note du rapport fasse référence à l'Avis déposé au Comité d'experts par l'Alliance, aucun passage du rapport ne mentionne l'existence même des maisons de 2e étape, des ressources pourtant essentielles à la prévention de la violence conjugale post-séparation dont l'homicide en est la manifestation la plus extrême. ++

Homicide familial à Drummondville

À quand des ressources de supervision de droits d'accès ?



Ces dernières semaines, le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale a rencontré les cabinets de la ministre de la Famille, Madame Léger, et du ministre de la Santé et des Services sociaux, Monsieur Hébert, ainsi que Monsieur St-Arnaud, titulaire de la Justice, pour les presser de rendre accessibles des services de supervision de droits d'accès partout au Québec. « Le triple homicide survenu ce week-end près de Drummondville, la douleur dans laquelle se retrouve cette famille, nous rappelle

cruellement la nécessité de services de supervision accessibles et de qualité» souligne Nathalie Villeneuve, présidente du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale. « Le drame que vit actuellement cette famille n'est malheureusement pas le premier. Déjà en mars 2011, Yaneth Hernandez Constanza Gallego était poignardée à mort par son ex-conjoint sous les yeux de ses fillettes de 2 et 4 ans et d'une amie qui l'accompagnait, dans un stationnement aussi à Drummondville », rappelle-t-elle. ++

POUR UNE OUVERTURE DES DISCUSSIONS CONCERNANT LES AIDES À LA MOBILITÉ MOTORISÉES

La Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN), membre de la Table s'est positionnée concernant le dossier du bridage systémique de la vitesse des aides à la mobilité motorisées fournies par le réseau de la santé. Ainsi, la COPHAN souhaite ouvrir la discussion à

ce sujet afin que les personnes concernées prennent part à une prise de décision concertée et éclairée. Cette position officielle a été rédigée par le comité transport de la COPHAN et adoptée par son conseil d'administration. Nous vous invitons à [lire cette position](#).

Résultats de l'enquête Bilan-Faim Québec 2012



Les résultats de l'enquête Bilan-Faim Québec 2012 démontrent une augmentation significative de 17 % depuis l'an dernier des paniers de provisions donnés à chaque mois à des québécois en situation de pauvreté. Dans un mois typique, les organismes desservis par les membres Moisson du réseau des Banques alimentaires du Québec, regroupement membre de la Table, répondent à plus de 1,8 million de demandes (provisions, repas et collations) d'aide alimentaire d'urgence. Près de la moitié des bénéficiaires de cette aide sont des familles avec enfants (48,4 %). « Bien qu'il puisse paraître surprenant de retrouver de tels résultats au Québec, il s'agit de la réalité d'un nombre

trop élevé de québécois. Cette augmentation année après année des personnes ayant recours à l'aide alimentaire est inquiétante, affirme Zakary O. Rhissa, directeur général des Banques alimentaires du Québec. D'autres chiffres de l'étude Bilan-Faim Québec 2012 :

- 14,6 % des bénéficiaires des banques alimentaires chaque mois au Québec effectuent une demande d'aide pour la première fois;
- 9,9 % de ceux qui reçoivent l'aide d'une banque alimentaire ont un revenu provenant d'un emploi actuel ou récent;
- La proportion des femmes aidées a fait un bon de 8 % comparativement à l'an dernier (48,9 % en 2012 vs 40,9% en 2011);
- En mars 2012 (la période couverte par l'étude), 51,9 % des organismes nous ont rapporté une augmentation de leur clientèle.

[La version complète du rapport Bilan-Faim Québec 2012](#)

Des organisations préoccupées par la santé mentale... des députés-es

Un **fil conducteur** pour améliorer
la santé mentale
des Québécoises et des Québécois :

Agir sur les
déterminants sociaux
de la santé!

Six organisations provinciales vouées à la santé mentale invitent l'ensemble des députés-es du Québec à prendre soin de leur santé mentale afin d'exercer efficacement

leurs fonctions et prendre les meilleures décisions pour l'ensemble de la population.

Personne n'est à l'abri des problèmes de santé mentale. Les personnes élues ont un souci de performance, vivent des pressions médiatiques et doivent concilier parfois difficilement travail-personnelle. Les sources de stress sont nombreuses sans compter le contexte d'un gouvernement minoritaire où les débats peuvent devenir la cause de conflits et de tension importante.

« Par cette initiative, nous avons décidé d'interpeller personnellement et professionnellement l'ensemble des députés-es du Québec afin qu'ils réalisent l'importance d'agir pour préserver leur santé, mais également l'urgence de s'impliquer pour améliorer la santé mentale de la population québécoise » lancent les portes-parole.

Les 125 parlementaires ont donc reçu une pochette d'information leur expliquant comment agir pour préserver leur santé mentale et celle de la population.

La santé mentale, ça nous concerne toutes et tous. Nous invitons les députés à s'investir activement dans la prévention et la promotion de la santé mentale. Toutes les personnes et organisations du Québec intéressées à signer l'appel au gouvernement peuvent le faire au lien suivant sur le site www.rqasf.qc.ca.

à cœur d'homme
Réseau d'aide aux hommes pour une société sans violence

Journée internationale des hommes du 19 novembre L'association à cœur d'homme rappelle l'importance de l'aide aux hommes !

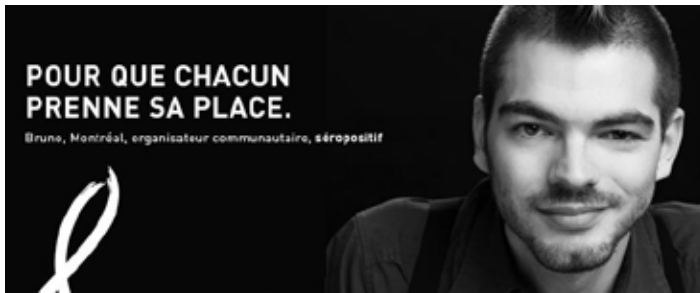
À cœur d'homme - Réseau d'aide aux hommes pour une société sans violence est une association, membre de la Table, regroupe 24 organismes communautaires autonomes offrant des activités d'aide aux hommes en matière de violence conjugale et familiale, répartis sur l'ensemble du territoire québécois.

Le 19 novembre dernier, l'association a souhaité joindre sa voix à tous ceux et celles qui se mobilisent dans le cadre de la Journée internationale des hommes. Célébrée le 19 novembre de chaque année, la Journée internationale des hommes (International Men's Day – IMD) a été inaugurée en 1999 et se veut un appel à la reconnaissance du rôle masculin positif et à d'autres problématiques reliées aux hommes.

Un des objectifs de cette journée est de rappeler aux hommes que l'aide existe ! Trop souvent, notre société a habitué les hommes à demander de l'aide seulement lorsque la situation devient insupportable. Demander de l'aide de façon préventive est, à l'inverse, un acte salutaire qui fait honneur à celui qui l'accomplit.

La journée internationale de l'homme fait également la promotion de la santé et du bien-être des hommes et à ce titre, à cœur d'homme tient à souligner la préoccupation de ses organismes membres à la santé et au bien-être des hommes dans leur travail quotidien. ++

Une campagne où les personnes vivant avec le VIH prennent l'affiche !



La COCQ-SIDA et MIELS-Québec lancent la troisième édition de la campagne « C'est le sida qu'il faut exclure, pas les séropositifs ». Cette année, pour la première fois, des personnes vivant avec le VIH prennent l'affiche. La campagne 2012 a été lancée le 29 novembre dernier lors de conférences de presse tenues à Montréal, Québec, Gatineau et Trois-Rivières, en présence des têtes d'affiche et de représentants d'organismes membres de la COCQ-SIDA.

« Nous sommes très reconnaissants à nos porte-parole d'avoir accepté de s'afficher dans le cadre de notre campagne « Je suis séropositif ». Ces personnes prouvent que les hommes

et les femmes vivant avec le VIH/sida sont des citoyens à part entière contribuant à faire avancer le Québec. Quand on les exclut, c'est tout le monde qui se prive de leurs talents et de ce qu'ils ont à apporter. En répondant à notre appel, nos porte-parole offrent un message de tolérance et de respect et démontrent que c'est véritablement le sida qu'il faut exclure, pas les séropositifs » déclare Ken Monteith, directeur général de la COCQ-SIDA.

La campagne « Je suis séropositif » s'articule autour des portraits de cinq personnes vivant avec le VIH/sida, provenant de différents milieux et régions du Québec. Le public est invité à découvrir les capsules web des cinq porte-parole à www.jesuissero.org. À travers les portraits de personnes séropositives issues de divers milieux, la campagne suscite la réflexion en démontrant qu'un diagnostic de VIH/sida n'empêche pas de vivre une vie bien remplie et de contribuer activement à la société. Avec la signature « C'est le sida qu'il faut exclure, pas les séropositifs », on rappelle également l'absurdité de la discrimination à l'encontre des personnes séropositives. ++

Campagne de mobilisation des Organismes Communautaires Famille (OCF)



Cet automne est marqué par l'arrivée d'un nouveau gouvernement minoritaire. Même si la nouvelle ministre de la Famille, madame Nicole Léger, connaît déjà assez bien les OCF, il demeure essentiel que les OCF lui rappellent l'importance de leur travail et de leurs revendications.

La Fédération québécoise des organismes communautaires famille (FQOCF), un regroupement membre de la Table, propose à ses membres une action de reconnaissance et de valorisation de des actions et de la mission des OCF auprès des familles québécoises. L'idée est de transmettre directement les demandes et les souhaits pour le mouvement Famille à la ministre. Le grand nombre d'outils reçus démontrera la force et l'ampleur de l'action collective auprès de la ministre et des actions avec les familles partout dans la province. Des outils de mobilisation et de l'information supplémentaire sont disponibles sur le site de la FQOCF. ++

La campagne d'éducation de Rona Ambrose est toujours en cours !

C'est la septième semaine de cette campagne qui s'étendra jusqu'au temps des fêtes ! L'idée est de faire suivre un argument en faveur du libre-choix à la ministre de la Condition féminine. Vous pouvez d'ailleurs télécharger un modèle de lettre actualisé à chaque semaine sur le site de la Fédération du Québec pour le planning des naissances, un regroupement membre de la Table. ++

T'es important pour nous. Le suicide n'est pas une option.



La prochaine semaine de prévention du suicide se déroulera du dimanche 3 au samedi 9 février 2013. Ayant pour thème « T'es important pour nous. Le suicide n'est pas une option. », cet

événement sera un moment fort de sensibilisation et de mobilisation à travers le Québec. Occasion privilégiée d'inscrire la prévention du suicide au cœur des préoccupations du Québec, la Semaine de prévention du suicide est un moment fort de sensibilisation et de mobilisation à travers le Québec. Soulignée chaque année par l'Association québécoise de prévention du suicide, un regroupement membre de la Table, cette semaine vise plus particulièrement la connaissance des ressources d'aide, la mise en mouvement des citoyens et des organisations, ainsi que la mobilisation en vue d'un seul résultat satisfaisant : celui de ne plus perdre un seul des nôtres par suicide.

À l'approche de cette 23e Semaine nationale, l'Association propose à ses membres et partenaires [différents outils](#) afin de sensibiliser la population à la prévention du suicide et afin de déployer la Semaine dans leur milieu.

RAJE Citoyenne remporte le prix Jean-Pierre Bélanger 2012



Le 26 novembre dernier, le Regroupement des Auberges du cœur, un regroupement membre de la Table, a reçu le prix Jean-Pierre Bélanger de l'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ) pour son projet d'implication

citoyenne des jeunes, RAJE citoyenne ! C'est avec beaucoup de fierté que le Regroupement était présent pour la remise du prix qui reconnaît l'excellence de pratiques communautaires qui font la promotion d'une meilleure santé de leur collectivité.

En effet, RAJE citoyenne est un lieu d'expérimentation d'une citoyenneté critique et engagée pour les jeunes en difficulté ou sans abri. Les intervenants impliqués dans le projet ainsi que des chercheurs de l'UQAM ont constaté que les jeunes qui se sont impliqués dans le projet ont vu leur estime d'eux-même et leur confiance renforcés rendant ainsi leurs démarches d'insertion en emploi ou leur retour à l'école facilités.

RAJE citoyenne est ressorti parmi 47 dossiers présentés à l'Association de la santé publique du Québec dans le cadre de ce prix annuel pour son originalité et sa façon unique de redonner du pouvoir à ces jeunes exclus de la société. La bourse de 5000 \$, qui est offerte avec le prix, arrive au bon moment afin de favoriser la poursuite de ce projet pour lequel le Regroupement est toujours en recherche de financement. Bravo !

10 000 bénévoles
ensemble,
tous les jours,
dans nos
communautés

YEAH ! Le Regroupement des popotes roulantes vient de mettre en ligne son tout nouveau site internet ! Naviguez ! Cliquez ! Lisez ! Visitez !
<http://prasab.org>

Le RNR à la recherche de témoignages !

Le Regroupement Naissance-Renaissance, un regroupement membre de la Table, est un organisme féministe provincial d'action communautaire autonome qui agit comme force de changement social pour l'humanisation de la période périnatale en faisant reconnaître les droits, le pouvoir et l'engagement des femmes dans tous les aspects de leur expérience périnatale.

Le Regroupement souhaite actuellement recueillir le vécu et l'expérience des femmes pouvant témoigner de leur expérience de la maternité et des traitements qu'elles ont reçus durant leur accouchement en milieu hospitalier, en maison de naissance ou à domicile. Pour y arriver, nous souhaitons rejoindre des femmes (immigrantes, racisées, autochtones, homosexuelles, jeunes, présentant un handicap ou un problème de santé mentale) ayant vécu la maternité, idéalement, au cours des 5 dernières années. L'animatrice du regroupement se déplacera directement dans votre organisme, afin de recueillir le témoignage des femmes lors d'une rencontre « focus-groupe » d'une durée approximative de deux heures. Les groupes peuvent varier entre 4 à 12 femmes par rencontre.

La tournée des groupes communautaires débute au mois de janvier et se termine en février, nous vous invitons à choisir une date dès maintenant. Pour en savoir plus : (514) 392-0308 poste 2101

Projet de loi 12

Des modifications devront être apportées

La Ligue des droits et libertés, organisation dont la Table est membre, réclame depuis plusieurs années la mise en place d'un mécanisme d'enquête indépendant dans les cas où un policier blesse ou tue quelqu'un. Elle considère que le projet de loi 12, Loi modifiant la Loi sur la police concernant les enquêtes indépendantes, présente des améliorations par rapport au projet de loi 46 déposé par le ministre Dutil l'hiver dernier. « Beaucoup de modifications devront toutefois être apportées si on veut que ce projet de loi nous permette d'avoir un mécanisme véritablement indépendant et impartial », affirme Nicole Filion, coordonnatrice de la Ligue.

Une des conditions de cette impartialité consiste à placer le mécanisme sous la gouverne du ministre de la Justice plutôt que sous celle du ministre de la Sécurité publique, pour des raisons d'indépendance à l'égard des corps policiers.

Le projet de loi 12, dans sa formulation actuelle, reconduit la principale lacune du mécanisme ontarien identifiée par l'Ombudsman de l'Ontario, soit la présence d'anciens policiers parmi les enquêteurs et les membres du personnel. Selon l'Ombudsman Marin, cette présence d'anciens policiers créait un climat de complaisance. ++

*Nous profitons de ce dernier MÉMO de la Table
de l'année 2012 pour vous souhaiter un très
joyeux temps des Fêtes !*

Santé et bonheur à toutes et tous !

Le MÉMO sera de retour en janvier :-)

